

La révolution est possible : un portrait des groupes libertaires autogérés au Québec¹

Source : Lambert-Pilotte, G., Drapeau, M-H., et A. Kruzynski. La révolution est possible: Portrait de groupes autogérés libertaires au Québec. *Possibles (Les jeunes réinventent le Québec)*, 31 (1-2), 2007.

C'est à partir de novembre 1999, suite aux mobilisations à Seattle contre l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) que se multiplient les groupes occidentaux qui contestent, sur la place publique, la tournure que prend l'économie mondiale. Ces groupes réclament une réforme des institutions et des instruments de la mondialisation ou qu'ils les rejettent de façon radicale, les groupes engagés dans ce mouvement se rejoignent par leur analyse des multinationales comme étant des menaces pour la démocratie, pour les droits du travail et pour les droits de la personne, ainsi que pour l'environnement. Le mouvement prend alors une ampleur sans précédent : des actes de désobéissance civile, des actions directes et des rassemblements sont organisés partout dans le monde contre les institutions et symboles de la mondialisation néo-libérale.

Le Québec ne fait pas exception. Aux actions directes contre l'Accord multilatéral sur les investissements se succèdent des actions contre le G20 à Montréal, l'OMC et la Zone de libre échange des Amériques en avril 2001 dans la ville de Québec. Toute la « société civile » est mobilisée : les féministes, les syndicats, les ONG, les organismes communautaires et étudiantEs. Dans et autour de ces mobilisations, on assiste à une multiplication de collectifs qui s'autoproclament anti-capitalistes, anti-autoritaires, anti-impérialistes, anti-patriarcales et qui s'organisent de façon fluide et non hiérarchique. Ces groupes, qui œuvrent à la marge des courants plus institutionnalisés du mouvement, s'intéressent à une diversité d'enjeux dont les droits des immigrantEs, des réfugiéEs, des gaies, lesbiennes et queer, la guerre, la colonisation, l'environnement, l'embourgeoisement, la culture, le sexisme, la malbouffe, la

¹ Les auteures sont membres du Collectif de recherche sur l'autonomie collective. Geneviève Lambert-Pilotte travaille dans le milieu communautaire et milite entre autres avec La RueBrique et la Pointe Libertaire; Marie-Hélène Drapeau, aussi travailleuse communautaire, est impliquée à l'AgitéE, un café-bar-spectacle autogéré à Québec; Anna Kruzynski, professeure adjointe à l'École de service social à l'Université de Montréal, milite dans les groupes communautaires de son quartier et avec La Pointe libertaire. Les autres membres du collectif de recherche sont Émilie Breton, Patrick Cadorette, Nicolas Delisle-L'Heureux, Julie Grolleau, Amandine Guilbert, Maude Prud'homme et Catherine Saint-Arnaud Babin.

répression policière, le contrôle de l'État, la désinformation des médias, le pouvoir démesuré des groupes économiques ici et ailleurs dans le monde.

Malgré les mobilisations sans précédent et une opinion publique de plus en plus critique de la mondialisation néo-libérale, les gouvernements continuent sur la même voie. En même temps, avec les promesses rompues, la rapidité des transformations et la multiplication de scandales politiques, on assiste à une crise de légitimité du système électoral. Plusieurs se sentent impuissantEs, sans prise sur les décisions qui affectent leurs vies, décisions qui semblent être prise par des acteurs mondiaux très loin de leur réalité locale, régionale voire même nationale.

C'est dans ce contexte qu'émerge un consensus implicite quant au besoin d'aller au-delà de la stratégie de mettre des bâtons dans les roues de la mondialisation néo-libérale. « Un autre monde est possible » devient le slogan de ce mouvement hétéroclite rassemblant différentes tendances. Mais quel est cet autre monde? Certaines tendances s'orientent vers la politique partisane (« faire de la politique autrement »), d'autres vers la consommation responsable (« acheter c'est voter »), d'autres encore vers la gouvernance mondiale. Composée majoritairement de « jeunes », une frange de ce mouvement, tente de développer des alternatives libertaires autogestionnaires qui leur permettent de préfigurer, dans l'ici et le maintenant, la société à laquelle ils aspirent.

Ce sont ces expériences autogérées que nous allons explorer dans cet article. Nous ne sommes qu'au début de notre processus de recherche, donc les résultats que nous présentons ici ne sont que préliminaires. Cette recherche, qui vise à documenter les expériences autogérées qui ont émergées au Québec depuis 1995, est pilotée par le Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC), anciennement collectif de recherche sur l'autogestion². Le CRAC, né à l'été 2005, se veut un groupe d'affinités composé de militantEs libertaires et (pro)fémunistes qui étudie son propre mouvement. Nous avons développé une méthodologie de recherche-action à plusieurs niveaux – nous tentons de sortir de la construction des connaissances de « la tour d'ivoire » par l'auto-formation dans le

² Nous avons changé le nom du collectif pour mieux refléter ce qui se passe sur le terrain. Plusieurs groupes recensés n'utilisent pas le concept d'autogestion proprement dit, d'autres s'y opposent farouchement.

processus de recherche au sein du collectif et en travaillant *avec* les groupes libertaires afin de problématiser les défis et contradictions de l'autogestion mise en pratique.

Pendant l'été 2005 nous avons effectué un recensement préliminaire de l'ensemble des groupes libertaires autogérés qui ont émergé au Québec depuis 1995, incluant les groupes n'existant plus aujourd'hui. Pour ce faire, nous avons effectué des recherches sur Internet, dans les revues et journaux militants, ainsi qu'auprès de nos contacts personnels. À ce moment déjà plus de 130 groupes sont répertoriés et des fiches descriptives sont préparées pour chacun. Par la suite, durant l'été et l'automne 2006, nous avons réalisé des entrevues téléphoniques avec plus d'une soixantaine des groupes recensés afin de mieux comprendre leurs modes d'organisations, leurs mécanismes internes, leurs valeurs et leurs buts. Cet exercice, combiné à nos expériences individuelles de la mouvance libertaire, nous a permis de cerner les principales caractéristiques de ce type d'expérience et ce, malgré leur grande diversité et leur recoupement.

Nous débutons avec un aperçu historique de l'autogestion au Québec. Ensuite, nous présentons les principales caractéristiques que nous avons identifiées. Nous terminons en présentant quelques hypothèses de recherche qui émergent jusqu'à présent de nos travaux et qui alimenteront la poursuite de notre étude.

MAIS QU'EST-CE QUE L'AUTOGESTION?

Notre étude révèle que certains groupes se qualifient d'autogestionnaires, mais que d'autres parlent plutôt d'auto-détermination, encore d'autres d'autonomie ou d'auto-organisation. Certains refusent de s'accoler l'étiquette d'autogestion puisqu'ils souscrivent plutôt au sens étymologique du terme, la gestion de l'entreprise par les travailleurs et travailleuses. D'autres encore n'aiment tout simplement pas le mot « gestion » se retrouvant dans le terme autogestion, puisqu'à leurs yeux cela fait référence aux gestionnaires de la société capitaliste ou au fait que nous aurions soit disant besoin d'une science qu'est la gestion pour nous organiser. Cette complexité nous a amené, à cette étape préliminaire de notre recherche, à choisir le concept « d'autonomie collective » afin de caractériser le mode organisationnel mis en pratique par des groupes libertaires du Québec.

QU'EN EST-IL AU QUÉBEC?

L'autogestion est à l'ordre du jour en France dès les années 1960, entre autres fortement inspirée par le modèle de la Yougoslavie et par l'autogestion des terres en Espagne. Dans les années 1970-1980 au Québec, les luttes qui se rattachent à l'autogestion proprement dite sont portées en majeure partie par le mouvement ouvrier. Par exemple, une expérience de cogestion voit le jour à Tricofil, une usine de textile à Saint-Jérôme, ainsi qu'une initiative de contrôle ouvrier à Uniroyal et de Servaas de Ville d'Anjou. Mais, selon plusieurs auteurs, dont les responsables du programme de recherche sur les *pratiques émancipatoires en milieu populaire*, les pratiques autogestionnaires, définies assez largement, déborderaient du milieu de travail.

En effet, au cours des années 1980, la revue *Possibles* regorge de témoignages d'expériences autogestionnaires en milieu communautaire. C'est le cas entre autres des cliniques médicales et légales en 1968, des clubs populaires de consommation dans les années 1969-1970, de même que des premières coopératives d'habitation. À partir de ses études sur le milieu populaire, notre confrère Gabriel Gagnon va même jusqu'à déclarer que : « peu présente dans le domaine du travail, c'est au sein des groupes populaires, des entreprises communautaires et des organismes culturels que l'autogestion s'est discrètement le plus développée au Québec ces dernières années »³.

On retrouve aussi des expériences autogestionnaires au sein du mouvement féministe, quoique celles-ci soient moins connues car peu documentées. En 1968, des femmes mettent sur pied la première clinique d'avortement à Montréal, le Centre de santé des femmes, qui sera autogéré par et pour les femmes. On assiste aussi, dans les années 1969-1972, à l'émergence du Front de libération des femmes du Québec (FLF), groupe féministe révolutionnaire, organisé sur la base de cellules autonomes. Celui-ci diffuse, en 1970, son Manifeste, dans lequel les militantes dénoncent : « entre autres, le sexisme qui prévaut dans les organisations de gauche et considère que pour se libérer les femmes doivent s'organiser

³ Gagnon, G. (1995). *Au coeur des possibles*. Montréal: les Éditions Écosociété, p. 141

sur une base autonome»⁴. Mentionnons aussi la création en décembre 1973 de la troupe *Le théâtre des cuisines* avec les pièces «nous aurons les enfants que nous voulons» dénonçant l'exploitation des femmes et prônant le libre choix de l'avortement, «Moman a travaille pas a trop d'ouvrage» et «As-tu vu? Les maisons s'emportent!» des critiques du travail domestique assumées par les femmes. Également, il est question en 1976 de la publication du journal «Les Têtes de pioche» s'inscrivant à l'intérieur du courant féministe radical. Finalement, dans le domaine artistique, quelques groupes autogérés de femmes produisent des films et des vidéos.

Gagnon écrivait récemment que les « pratiques autogestionnaires continuent à se diffuser au Québec dans les coopératives de travail et le secteur de l'économie sociale »⁵. Ciblant entre autres l'économie sociale, Jean-François Lepage écrit dans le même numéro de notre revue qu'aujourd'hui « on peut aisément voir les pratiques autogestionnaires comme une recherche d'émancipation face aux modèles culturels dominants de notre société, mais cela ne suppose pas nécessairement chez ses acteurs une ambition révolutionnaire »⁶. En fait, nous considérons qu'en général, en excluant quelques poches de résistance, la croissance, la spécialisation et l'institutionnalisation des groupes communautaires et féministes à partir des années 1980s viennent effriter les modes d'organisations qui auraient pu être qualifiées d'autogestionnaires à un moment dans leur histoire.

Malgré ceci, pendant ce temps, il existe au Québec un certain nombre de groupes et collectifs anarchistes⁷ qui continuent à publier des écrits sur l'autogestion dans une perspective révolutionnaire. Certes, ces écrits sont diffusés à petite échelle par contre, ils existent et témoignent de certaines expériences autogérées au Québec. Mais c'est à partir du Sommet des Amériques, en avril 2001, qu'on commence à sentir un renouveau d'intérêt pour les pratiques autogestionnaires ou « d'autonomie collective ». Depuis 2003 a lieu, chaque printemps, la Journée autogérée dans la Ville de Québec, où des militantEs se rencontrent pour discuter d'expériences autogestionnaires au Québec et ailleurs dans le monde. D'ailleurs, au printemps 2005, la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est

⁴ Brodeur, Viollette, Chartrand, G., Suzanne, Corriveau, Louise, Valey, Béatrice, *Le mouvement des femmes au Québec ; étude des groupes montréalais et nationaux*, les Presses solidaires, Montréal, 1982, 77

⁵ Gagnon, G. (2005). *Demain l'autogestion? Possibles*, 29(2), p.23.

⁶ Lepage, J.-F. (2005). Les sociologues québécois et le mouvement autogestionnaire. *Possibles*, 29(2), p.37

⁷ Les revues *Démanarchie*, *Rebelle*, *Ruptures et Cause commune*.

(NEFAC) en collaboration avec Alternative libertaire a publié *L'autogestion une idée toujours neuve*. L'idée (re)fait du chemin. Alors actuellement qu'en est-il des groupes libertaires nés dans la foulée et les suites du Sommet des Amériques ?

LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES GROUPES

Les champs d'action

Les champs d'action des groupes libertaires recensés sont variés et se recoupent. On remarque que malgré le fait que chaque groupe possède un champ d'action plus ou moins précis, la plupart d'entre eux, reconnaissant l'interdépendance de tous les aspects de la vie vont répondre aux appels à l'action lancé par d'autres groupes de la mouvance. Certains travaillent plus spécifiquement sur la réappropriation de l'espace (Réclame ta rue!), sur l'aménagement urbain (La Pointe libertaire) et/ou le logement et la gentrification (squats Overdale-Préfontaine et de la Chevrotière). D'autres militent pour le respect de l'intégrité de la nature et le rejet de l'agriculture industrielle (les jardins collectifs, Agite-Bouffe, Liber'terre) et/ou sur la question alimentaire (D'la bouffe pas des bombes, Dada a faim! Pain, panais et liberté, Collectif de minuit, Collectif pour une Université Libre).

Certains groupes travaillent principalement à la diffusion d'informations indépendantes (CMAQ, la ZOMBIE, Anarkia, Cause commune, la RueBrique) ou à l'accès aux livres et aux ressources documentaires (tels les infoshops DIRA, La page noire). D'autres choisissent de revendiquer la diversité artistique via la mise sur pied de projets de création artistique (Vichama, We/Nous). On retrouve aussi une volonté d'action sur des enjeux en lien avec la guerre (Bloquez l'empire, Tadamon!), le racisme (les collectifs anti-racistes ARA, RASH, SHARPS et le Collectif opposé à la brutalité policière), l'immigration (Personne n'est illégal, Comité de soutien pour Kader) et la création de liens entre les communautés (Solidarité sans frontière). Existente aussi des groupes de féministes radicales qui travaillent sur des questions associées au patriarcat (Les Sorcières, Cyprine, Némésis, Les femmes ont faim) et des groupes *queer* qui luttent contre l'hétéro-normativité (Les Panthères Rose, les anti-capitalist Ass-pirates).

Finalement, il y a un effort fait de la part des groupes afin de se réseauter et de s'auto-former. L'apprentissage de l'autogestion via des projets collectifs ponctuels (Campement de la

jeunesse, Journées autogérées, etc.), les rencontres conjoncturelles pour mieux mener des luttes (la rencontre des féministes radicales, la Coalition anti-masculiniste, Avortons leur congrès) et la fédération des luttes ou des groupes (les collectifs anarcho-communistes fédérés membres de la NÉFAC, la Convergence des luttes anticapitalistes, le rézo anticapitaliste).

La composition des groupes

Une des premières choses à souligner lorsque l'on parle de la composition des collectifs est que les militantEs qui en font partiEs sont le plus souvent impliquÉEs dans plusieurs groupes à la fois. Les collectifs et leurs membres évoluent dans le temps et les militantEs vont souvent s'impliquer dans un nouveau groupe lorsqu'un groupe s'effrite ou cesse d'exister. Bref, le milieu militant libertaire au Québec comporte un nombre restreint d'individus, puisque ce sont souvent les mêmes personnes que l'on retrouve un peu partout. Notons que l'on retrouve aussi beaucoup d'activités sociales qui regroupent les militantEs (lancements de journaux et de zines; spectacles bénéfiques, bars et cafés autogérés), ce qui crée et maintient une solidarité et des affinités entre les personnes.

Il est à noter que nous n'avons pas de questions précises sur les caractéristiques sociodémographiques des membres des groupes, sauf celle de la proportion d'hommes et de femmes. Nous avons constaté que la plupart des collectifs montréalais sont composés d'une majorité de femmes, et cela contrairement à la croyance populaire sur le sujet. En fait, les femmes sont encore majoritaires dans les collectifs s'impliquant sur des thématiques dites traditionnellement plus féminines comme l'éducation populaire et la *bouffe* par exemple. Pour leur part, les hommes sont majoritaires dans les collectifs dont les activités sont plus « théoriques ». Par exemple, on retrouve plus d'hommes dans les collectifs dont la principale activité est la diffusion d'un journal et dans les groupes en lien avec l'informatique et Internet. Les collectifs s'inscrivant dans la tradition communiste dans l'anarchisme sont aussi majoritairement masculins leur premier axe de travail étant l'étude et le développement théorique.

Lors des entretiens téléphoniques, il est aussi ressorti que le plus souvent ce sont les femmes qui organisent ou participent plus activement à l'organisation des événements militants. Bref,

ce sont majoritairement les femmes qui font le travail nécessaire pour arriver à des actions ou à des projets réussis. Ce travail de mobilisation, d'organisation, de contacts, etc. se fait souvent en coulisse. Les hommes, par contre, sont au rendez-vous lors d'actions sur le terrain; par exemple, le squat à Montréal (Overdale et Préfontaine) était majoritairement masculin.

Cependant, le ratio homme/femme est complètement différent en région -- les groupes hors Montréal sont pratiquement tous majoritairement masculin. Pourquoi? Selon ces groupes, ils représentent souvent une gang de gars qui se connaissent bien, qui sont amis, qui semblent donc « fermé ».

Les principes

Les principes guidant l'action des groupes sont nombreux et bien souvent informels, dans le sens qu'ils vont de soi sans être toujours nommés comme tels. Ces principes sont le fait d'être libertaire, solidaire, égalitaire, anti-autoritaire, anti-capitaliste, anti-patriarcal, antiraciste, anti-fasciste, anti-impérialiste, anti-homophobe, etc.; bref contre toute forme de discrimination et d'oppression. Cela touche aussi la relation des humains avec la nature comme le fait d'être écologiste et plus rarement le fait d'être antispéciste (contre toute forme d'exploitation animale), anti-anthropocentriste (l'être humain n'est pas le centre de l'univers) et anti-civilisation (le progrès et la technologie sont causes d'oppression).

L'ensemble des collectifs rejettent la politique partisane et refusent généralement d'accueillir en leur sein des gens s'affichant ouvertement comme membre d'un ou de plusieurs partis politique. En fait, la très grande majorité des collectifs ne revendiquent pas de réformes de l'État, refusent le financement étatique et ne s'engagent pas dans ses structures. Cependant, certains groupes sans existence légale agissent un peu comme des groupes de pression auprès des autorités fédérales, provinciales et/ou municipales, souvent en appui aux revendications de groupes communautaires avec lesquels ils sont en coalition formelle ou informelle. Il peut par exemple s'agir de revendiquer un statut pour des réfugiés, de demander la libération de prisonniers politiques, de revendiquer l'intervention du gouvernement pour arrêter des coupes à blanc, de lutter pour le droit au logement ou encore contre la pauvreté (indexation des prestations d'aide sociale), etc. Aussi, certains groupes libertaires vont choisir

de se donner un statut d'organisme sans but lucratif. Cependant, pour ces groupes, il s'agit plus généralement d'une obligation que d'un choix véritable, puisque juridiquement ils doivent avoir une existence légale afin de réaliser leurs projets. Dans ces cas, l'État peut jouer le rôle de bailleur de fonds, mais cela reste plutôt rare.

Les modes d'action

Une grande variété de principes sous-tend naturellement une grande diversité d'actions et de tactiques entre les groupes, mais aussi au sein de ceux-ci. La plupart prônent l'action directe, légale et/ou illégale. En général, ils choisissent cette voie afin d'éviter le recours aux intermédiaires, que ce soit le gouvernement ou les médias de masse. En effet, plusieurs groupes organisent et participent à des occupations, des blocages d'édifices et autres actions directes illégales dans l'optique de mettre des bâtons dans les roues du système en place par l'interférence ou par l'appropriation d'espaces.

Ces mêmes groupes choisissent aussi la voie de l'action directe légale en mettant sur pieds des services ou en produisant des biens sans faire affaire avec le gouvernement ou autre intermédiaire. Par exemple, des groupes libertaires gèrent une bibliothèque, une librairie, un magasin de vélo (troc), des services d'hébergement et de création de sites Internet. D'autres récupèrent et transforment la nourriture jetée par des marchandEs pour la distribuer gratuitement par la suite à des étudiantEs, des personnes vivant dans la rue, etc. Certains groupes font du jardinage sur des terrains prêtés par des alliéEs; les légumes qui ne sont pas consommés par les jardinières et jardiniers sont ensuite distribués gratuitement à d'autres militantEs ou à des organismes de charité. Il existe des groupes qui offrent des services gratuits de traduction, d'aide à la navigation dans le système gouvernemental, de références par et pour des personnes sans-papiers et/ou réfugiées. Certains groupes produisent des journaux ou revues alternatifs qui sont distribués gratuitement sur Internet ou en format papier. D'ailleurs, presque tous les groupes recensés auraient à un moment donné publié un journal pour faire circuler leurs idées. Ces actions directes dites « légales » permettent aux libertaires de mettre en pratique dans le ici et le maintenant leurs aspirations pour une société organisée selon les postulats de l'autogestion ou de « l'autonomie collective ».

Et, la plupart des groupes organisent et participent à des actions symboliques, que ce soit des manifestations ou des actions d'éclat. Ils organisent des soirées et des événements grand public, tels que des rencontres avec des invitéEs, des soupers communautaires, ateliers, spectacles bénéfiques, etc. Il y a aussi l'utilisation régulière de tracts et de l'affichage sauvage pour faire de la publicité aux événements organisés par les groupes.

Les modes d'organisation

Tout d'abord, comme nous l'avons déjà mentionné la grande majorité des groupes recensés sont **autonomes**, c'est-à-dire qu'on les retrouve à la marge des courants dits « dominants » des mouvements sociaux et communautaires, certains refusant même de travailler en coalition avec ceux-ci. L'autonomie des groupes passe aussi par l'indépendance financière. Pour cette raison, la grande majorité des groupes ne font pas de demande de subvention étatique, mais s'**autofinance** via l'organisation d'activités, spectacles bénéfiques, les contributions volontaires, divers dons, la cotisation des membres en fonction de leurs revenus, les associations étudiantes, ou encore par la vente d'objets réalisés directement par le groupe (chandails, *patch*, etc.).

Les prises de décisions à l'interne se caractérisent par une **démocratie directe**, c'est-à-dire que tous les membres sont impliquéEs dans les décisions et que les décisions se prennent au consensus (le plus possible). Il s'agit donc d'un mode de fonctionnement non hiérarchique, horizontal et consensuel. Il n'y a donc ni représentantE ni vote. Les rencontres se font lorsque le besoin s'en fait sentir, mais on remarque que les groupes tentent de réduire le nombre des réunions au maximum, question de pouvoir s'impliquer dans différents groupes de front.

Beaucoup de ces groupes sont en fait des **groupes d'affinités**, c'est-à-dire qu'ils regroupent des gens possédant des valeurs, des principes et des objectifs communs. Avec le temps, ces gens se connaissent bien et développent des liens d'amitié et d'appartenance au groupe. Dans ces cas, la **structure est souvent organique**, c'est-à-dire qu'elle est complexe, fluide et ouverte. Chaque membre y est actif et en interaction avec les autres, mais sans que son rôle ne soit nécessairement nommé explicitement. En fait, une des caractéristiques qui ressort de notre étude est le haut degré d'**informalité** existant dans la majorité des groupes, que ce soit

au niveau du partage d'information, de la résolution de conflit entre membres, et même au niveau de la prise de décision. Bien sûr, il existe des groupes plus « structurés » ou formels, mais ceux-ci sont minoritaires puisqu'il s'agit généralement de groupes qui comportent plus de membres ou qui sont plutôt des fédérations de groupes (ex. CLAC, ASSÉ, NÉFAC).

Les tâches : rotation et partage des connaissances

Les tâches à faire sont généralement distribuées en réunion. Les membres choisissent eux ou elles-mêmes les tâches qu'elles et ils veulent accomplir en fonction de leurs besoins, intérêts et habiletés. Parfois des comités de travail (sous-groupes) peuvent être créés afin de travailler sur une tâche spécifique. Ces sous-comités reçoivent leur mandat du grand groupe, mais sont laissés libres quand à la manière d'exécution. Ils n'ont pas toujours de compte à rendre au collectif.

Chez les groupes, on remarque une volonté de rotation dans les tâches à effectuer afin d'éviter une spécialisation ou une concentration du pouvoir aux mains de quelque unEs, mais aussi afin de distribuer plus équitablement les tâches moins valorisantes comme la rédaction de procès-verbaux par exemple. Certaines limites ont cependant été soulignées, comme le fait que les tâches plus techniques (faire de la mise en page, s'occuper du site Internet, etc.) sont souvent assumées par les mêmes personnes, soit celles détenant les connaissances ou l'expertise nécessaire à leurs réalisations. Et, dans les faits les tâches sont le plus souvent faites par celles et ceux qui ont plus de temps, d'énergie, de volonté, de capacités et de compétences.

L'influence d'une personne dans un collectif autogéré se mesure généralement à son implication. En clair, plus tu t'impliques, plus tu as accès aux informations, plus tu as de l'influence. Ajoutons l'âge, l'expérience, le sexe, etc. et il peut s'ensuivre des déséquilibres au niveau du pouvoir dans certains groupes. Les rapports de pouvoir à l'interne sont générateurs de conflits, mais ils se discutent pratiquement toujours informellement. À cause de cela, il peut exister des non-dits entre les membres d'un groupe.

En théorie, la plupart des groupes reconnaissent que l'auto-formation et le partage des connaissances entre les membres d'un collectif est un bon moyen d'arriver à un partage plus équitable des différentes tâches à accomplir, qu'elles soient de nature plus technique ou non.

Or, chez la majorité des collectifs interviewés l'auto-formation n'existe que quand le besoin se fait sentir (pour répondre à une tâche spécifique) et n'est que pour ceux et celles qui le désirent. Personne n'est donc « obligé » d'apprendre, ce qui peut amener à des situations de déséquilibre, surtout lorsque peu de membres voire carrément personne n'est intéresséE à se former pour exécuter telle ou telle tâche.

Les mécanismes mis en œuvre pour réduire les rapports de pouvoir

Outre la rotation des tâches et le partage des connaissances, quelques groupes, quand le temps le permet (!), mettent en place des mécanismes qui visent à réduire les rapports de pouvoir au sein des groupes. Cependant, il est important de préciser que ces mécanismes sont le plus souvent informels. Dans les réunions, on commence par un « comment ça va ? », permettant à tous et toutes de s'exprimer sur leurs état d'âme, ce qui peut expliquer certains comportements ou attitudes ou encore évacuer certaines frustrations. On essaie de ne pas se couper la parole et on respecte les tours de paroles. On fait des tours de table pour que tout le monde puisse donner son avis sur une question précise. Cela encourage aussi les personnes plus timides à donner leurs avis. On peut aussi utiliser la méthode consistant à donner priorité aux gens qui ne sont pas encore intervenue dans la discussion. Il existe aussi quelques groupes qui utilisent le tour de parole homme-femme ou qui se servent d'outils comme le texte « le langage de domination » afin de se rendre compte de la manière dont on interagit en réunion. On peut aussi faire une évaluation à la fin de chaque rencontre, afin de s'assurer que tout le monde est satisfait et qu'il n'y a pas de frustrations.

À chaque réunion, il peut y avoir une personne différente responsable du bon déroulement de la rencontre. Cette personne souvent appelée gardienNE du senti s'assure que tout le monde est à l'aise et qu'un équilibre dans les interventions soit maintenu, notamment en utilisant les différents mécanismes dont nous venons de parler. Certains jeux comme « la ligne de pouvoir » peuvent aussi permettre aux individus d'un collectif de se situer face au pouvoir qu'il ou elle croit avoir dans le groupe. On trace une ligne sur le sol pour représenter un continuum qui a, à ses extrémités, « plus de pouvoir » et « moins de pouvoir ». Les participantEs se déplacent sur le continuum selon leur analyse de leur pouvoir par rapport à d'autres membres du groupe sur différentes dimensions (couleur de peau, revenu,

sexualité, scolarité, etc.). Cela peut amener de nombreuses réflexions constructives sur le « pourquoi ? » et sur le « comment ? » des rapports de pouvoir dans le groupe.

En somme, la plupart des groupes étudiés, en théorie, veulent s'organiser de façon non hiérarchique afin d'expérimenter dès aujourd'hui avec des formes organisationnelles qu'ils souhaitent voir s'étendre à l'échelle de la société. Mais en pratique, la plupart des groupes n'ont pas d'analyse collective sur les rapports hommes-femmes, laissant donc à l'informel les discussions à ce sujet. En fait, notre étude a permis de constater que les groupes qui agissaient explicitement sur les rapports hommes-femmes étaient ceux qui étaient composés d'une majorité de femmes. Ce sont souvent ces femmes, en s'inspirant d'outils produits par des groupes de féministes radicales, qui doivent nommer, concevoir et mettre en pratique les mécanismes permettant de travailler à la déconstruction des rapports de pouvoir.

QUESTIONNEMENTS

Il existerait donc au Québec plus de 130 groupes libertaires fluides et mouvants, nés dans la foulée du Sommet des Amériques et ses suites, mixtes et non-mixtes, qui incluent dans leurs principes de base la lutte contre le capitalisme, un refus de l'État et de la culture dominante, une diversité des tactiques et des formes organisationnelles dites autogérées. Ces résultats préliminaires nous amènent à poser certaines hypothèses et questions pour la poursuite de notre étude.

Le premier questionnaire touche à la question **des rapports de pouvoir** au sein des groupes et entre les groupes, questionnaire qui nous tient à cœur en tant que libertaires (pro)fémnistes et qui fait partie intégrante de notre démarche de recherche. Ce recensement nous permet de voir que la pointe de l'iceberg, mais certains questionnements se dégagent déjà. Comment se fait-il que dans une mouvance qui tente de construire de nouveaux rapports sociaux on retrouve des dynamiques qui reproduisent les rapports différenciés et stratifiés que nous dénonçons ? Est-ce que la division sexuelle du travail qu'on décèle dans notre recensement est répandue à toute la mouvance ? Pourquoi est-ce que les femmes sont plus présentes dans les groupes œuvrant dans des domaines plutôt « féminin », de l'ordre du « privé », tel que l'alimentation et l'éducation ? Comment se fait-il que ce sont encore les femmes qui doivent nommer les dynamiques de pouvoir interne et proposer des solutions ?

Ces trouvailles nous inquiètent d'autant plus qu'on retrouve des traces de ce même questionnement dans des écrits qui datent de plus de vingt-cinq ans. Andrée Fortin, analysant l'expérience du *Rézo coopératif d'alimentation* et Jeannette Laot, militante de la Confédération syndicale issue de la gauche chrétienne dans les années 1970, soulignent cette division sexuelle du travail, que ce soit au sein de leurs groupes ou dans la vie privée. Cette dernière s'explique : « Je craignais que mes camarades ne me reprochent de remettre encore sur le tapis ces problèmes de bonne femme, alors qu'eux étaient en train de faire la révolution »⁸.

Est-ce qu'il y a une réelle diversité d'identités sociales dans les groupes libertaires ? Pourquoi est-ce que certains groupes sont plus diversifiés que d'autres ? Comment faire en sorte que les membres fondateurs ou les personnes qui ont plus de temps ou d'énergie à consacrer au militantisme, ne soient pas ceux qui détiennent le plus d'influence ? Comment faire pour valoriser les tâches qui sont moins visibles ou attrayantes ? Comment faire pour faciliter la participation active des personnes qui ont moins de ressources matérielles et symboliques ? Pourquoi est-ce qu'on ne prend pas le temps de faire de l'autoformation continue, quand on sait pertinemment qu'on ne pourra pas construire de nouveaux rapports sociaux sans s'y attarder explicitement ? Comment faire pour se libérer du temps ?

Le deuxième questionnement tourne autour de **la fluidité et la pérennité des groupes libertaires**. On remarque que d'un moment à l'autre, les groupes peuvent être très actifs pour ensuite devenir dormants ou se retrouver carrément en situation d'effritement. Comment peut-on expliquer ce phénomène ? Est-ce que cet effritement est considéré, par les membres des groupes, comme un échec, un passage, une fin souhaitée ? Est-ce que ce phénomène est le même pour les groupes de lutte et les groupes qui offrent un service ou qui produisent des biens ? Est-ce que les collectifs dont les membres partagent des affinités personnelles et/ou une proximité physique perdurent plus dans le temps ? Est-ce que le fait de mettre en place des mécanismes explicites pour gérer les rapports de pouvoir a une influence ? Est-ce qu'il s'agit d'une mouvance de « jeunes » -- on s'implique pendant qu'on est aux études et après, on se case ? Est-ce que les militantEs se démotivent lorsque leurs idéaux sont confrontés aux embûches pratiques et aux défis de travailler à la marge des

⁸ Laot, Jeannette, (1981). *Stratégie pour les femmes*, les Éditions Stock, France, p.80.

systèmes capitaliste et patriarcal quant, en fait, ils et elles sont « inséréEs » dans ces mêmes systèmes ?

D'ailleurs, selon Albert Meister, il est presque inévitable que tout groupe autogéré suive une progression vers l'institutionnalisation et l'apathie, et ce, à l'intérieur de cinq ans :

l'appétence autogestionnaire des membres des associations serait fonction du développement de l'association et des transformations de ses objectifs. Cette appétence irait en diminuant en fonction de la croissance de l'association et de son institutionnalisation. Forte motivation pour déboucher à l'apathie. L'imaginaire motivant de l'autogestion serait usé et détruit par sa confrontation avec la réalité pratique.⁹

Est-ce que les groupes libertaires recensés suivent cette voie de l'institutionnalisation ou est-ce qu'ils choisissent d'arrêter leurs activités pour l'éviter? D'ailleurs, selon d'Aragon, l'autogestion est, par définition un processus en constante ébullition et en renouvellement permanent, ce qui permet aux groupes d'éviter la concentration du pouvoir¹⁰. En effet, est-ce qu'il est souhaitable que les groupes persistent dans le temps ou au contraire est-ce que cette fluidité les empêche, d'une certaine manière, de suivre la voie de l'institutionnalisation ?

Ceci nous amène à un troisième questionnement – **quel est l'impact de ces groupes sur la transformation sociale?** Quel est l'impact de ce genre de militantisme sur nos vies? Sur nos communautés? Sur les gouvernements? Est-ce que notre existence a un impact sur les analyses et les pratiques des groupes du « courant dominant » avec lesquels nous travaillons? Sur l'opinion publique? En somme, est-ce que cette expérimentation sociale à petite échelle porte fruits? Les auteurs Rioux & Gagnon avancent que les militantEs impliquéEs dans ces expériences alternatives, en mettant en place des espaces conviviaux à la marge des institutions, réussissent à se protéger des rapports de domination de l'État ainsi qu'à la reproduction sociale¹¹. Plusieurs auteurs nous rappellent que chaque expérience autogestionnaire, aussi petite soit-elle, est en fait une expérimentation sociale et peut donc contribuer à bâtir ce projet de société qui est impossible à définir à l'avance. Selon Rosanvallon :

⁹ Cité dans Mothé, Daniel, (1980). *L'autogestion goutte à goutte*, les Éditions du Centurion, Paris, 190 p.

¹⁰ D'Aragon, P., (1980). *Participation dans les entreprises ; les expériences québécoises et ontariennes*, les Presses de l'Université du Québec, Sillery, 184 p

¹¹ Gagnon, Gabriel, & Rioux, Marcel, (1988). *À propos d'autogestion et d'émancipation*, Institut québécois de recherche sur la culture, Montréal, 190 p.

il est par définition absurde de concevoir une autogestion programmée, modélisée, enfermée dans un carcan de recettes et de plan prévus à l'avance. La définition d'une société autogestionnaire c'est une société qui s'institue et se construit elle-même. Si l'autogestion est un projet de société, elle n'est pas un modèle de société à réaliser. L'autogestion est à la fois une méthode et une perspective du changement social¹².

CONCLUSION

Toutes ces questions et d'autres sont à la base de notre programme de recherche qui s'étendra jusqu'en 2010. Nous avons développé une grille pour la réalisation de monographies approfondies qui relateront la chronologie des événements, les informations descriptives (contexte d'émergence, base d'affinités et valeurs, enjeux, composition du groupe, activités, forme organisationnelle) ainsi que les défis et contradictions de la mise en pratique de pratiques autogestionnaires dans le contexte actuel. Si le financement le permet, nous effectuerons jusqu'à 25 monographies avec des groupes libertaires. Nous sommes à veille de terminer une monographie pilote effectuée avec un groupe éco-radical et nous entamons des démarches avec un groupe *queer* et des jardins libertaires. Le processus monographique en est un de recherche-action. À partir des entretiens individuels validés par les interviewés, nous identifierons les contradictions et défis qui émergent qui sont ensuite débattus en *focus groups* avec tous les membres participants. La monographie est ensuite rédigée et validée par les membres participants.

Ces monographies, ainsi que toute autre production grand public sera publié sur notre site Internet (www.crac-kebec.org), qui sera lui-même, en partie, autogéré. Ce site se veut un lieu virtuel de réseautage et d'information pour les groupes libertaires mais aussi pour toute personne intéressée par « l'autonomie collective ». Le site héberge un répertoire des groupes recensés, des ressources documentaires sur les questions qui nous touchent, ainsi que des outils que les groupes utilisent pour faciliter la mise en pratique de l'idéal autogestionnaire auquel ils aspirent. Ces outils pourront être commentés par des personnes qui en ont fait l'expérience afin de susciter des débats et proposés d'autres solutions. En fait, le CRAC travaillera avec les groupes impliqués dans le projet de recherche à développer des outils de formation, et ce, selon les besoins identifiés.

¹² Rosanvallon, Pierre, (1976). *L'âge de l'autogestion*, Éditions du Seuil, Paris, p.83.